

Asie & Pacifique



UN PAYS A L'ARRET, UN PEUPLE EN ACTION !

En Inde, depuis le vote des lois dérégularisant le secteur agricole, de plus en plus de travailleur·euse·s agricoles et de travailleur·euse·s se joignent au mouvement de grève et, malgré les menaces et les tentatives d'intimidation, paralysent le pays avec détermination.

Depuis son avènement comme Premier ministre en 2014, Narendra Modi, leader du BJP¹ parti nationaliste, vitrine politique du RSS² fait face au mécontentement croissant de franges importantes de la population qu'il entend sacrifier (les musulman·e·s, les femmes, les agriculteurs·trices, les travailleur·euse·s migrant·e·s ...) pour poursuivre ses ambitions de croissance et de pouvoir. Grève générale, manifestations, sit-in de résistance, envahissement des villes, les protestations se multiplient et se rejoignent pour tenter de faire plier le gouvernement d'extrême droite.

Après avoir assiégé les principales villes indiennes, les avoir investis le 26 janvier et s'être maintenus depuis sur place, les travailleur·euse·s et leurs organisations syndicales ont décidé de bloquer les principales routes du pays.

Loin de se décourager, les grévistes travailleur·euse·s agricoles ou travailleur·euse·s industriels sont de plus en plus solidaires et s'unissent sur des mots d'ordre communs. En parallèle des Mahapanchayats³ se réunissent partout dans le pays, y compris dans les zones «*tenues*» par le BJP, et alimentent ainsi en permanence le mouvement de nouveaux protestataires.

Les rats quittent le navire

Sentant le danger, une partie des alliés traditionnels du BJP et de Modi prennent leur distance. Encerclé, lâché par ses amis, le gouvernement a perdu l'initiative et regarde, impuissant, la vague populaire monter et son pouvoir se déliter.

Dans de nombreux états et régions, depuis le 3 février, les Mahapanchayats ont décidé de mettre au ban de la société, là où ils ont de l'influence, les militants de la milice fasciste RSS et les représentants du BJP, depuis une simple cérémonie de mariage, le fonctionnement de l'école, ou la santé... jusqu'à des choses plus importantes paralysant ainsi tous les relais de pouvoir de Modi dans le pays.

¹ Bharatiya Janata Party ou BJP, (« parti indien du peuple ») est un parti de droite nationaliste hindoue considéré comme l'aile politique du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS).

² Rashtriya Swayamsevak Sangh, ou RSS (« Organisation patriotique nationale »), est un groupe nationaliste hindou de droite et paramilitaire. Outre les considérations religieuses, le RSS propage une conception raciale du peuple indien.

³ Mahapanchayats, structures municipales traditionnelles sous le contrôle d'une AG populaire.

Un 6 février pas comme les autres

Sur la semaine du 1er au 7 février, ont éclaté des grèves nationales chez les fonctionnaires, les employés de banques, d'assurances, du tourisme, du service de l'électricité, de la santé, chez les routiers....

Le 6 février, le but de la mobilisation était d'exiger la libération des paysans et journalistes emprisonnés depuis le 26 janvier, la libération d'internet bloqué par le pouvoir, la destruction des fortifications autour des campements paysans de Delhi. Les barrages ont été établis dans quasiment tous les états indiens. Sur ces barrages, dans la bonne humeur, se sont mélangés travailleur·euse·s, syndicalistes, militant·e·s de partis d'opposition, étudiant·e·s, femmes, jeunes, chauffeurs routiers, employé·e·s des crèches et garderies, des services de santé, intouchables, enseignants, électriciens, employés de banques et d'assurances, ...

Lors de la conférence de presse quotidienne du 6 février qu'on tenus les dirigeants du SKM (coordination qui anime le soulèvement), les animateurs·trices du mouvement ont tenu à donner une place importante à la dénonciation de l'arrestation de Nodeep Kaur, une militante Dalit (Intouchable) qui militait dans un syndicat de travailleur·euse·s, ouvrière dénonçant les violences que subissent les ouvriers, licenciée de son travail pour avoir rejoint la lutte des paysans avec son organisation, puis arrêtée par la police et violente sexuellement par des policiers.

Extrait traduit du site de la coordination du mouvement SKM

Grève et manifestation le 8 février de 50 000 mineurs à Goa contre la privatisation, grève générale le 9 février dans l'État de Jamu et Kashmir pour commémorer l'anniversaire de l'exécution de militants du Kashmir qui avaient attaqué le Parlement indien en 2001, grève dans le Pendjab le 9 février pour faire le siège du Parlement régional, grève des médecins à Gurgaon (banlieue industrielle de Delhi, siège des usines automobiles) du 8 au 14 février, grève des transports, camions, bus, rickshaws dans l'État de l'Assam les 12 et 13 février, grève générale à Pondichéry le 16 février pour exiger la démission du gouverneur, grèves illimitées chez les employés du nettoyage à Delhi, commencée le 1er février, des ouvriers portuaires de Pétropole dans le Bengale Occidental depuis le 1er février, grève chez Toyota depuis plus de deux mois, grèves dans plusieurs entreprises publiques menacées d'être privatisées.